

"Pourquoi la Norvège avait le droit de ne pas laisser faire l'Europe" dans The Guardian (30 novembre 1994)

Légende: Le 30 novembre 1994, le quotidien anglais The Guardian analyse les causes du refus exprimé, lors du référendum du 28 novembre, par les Norvégiens de voir leur pays adhérer à l'Union européenne.

Source: The Guardian. 30.11.1994. Manchester: The Manchester Guardian and Evening News Ltd. "Why Norway had the right not to let Europe get its own way", auteur: Woollacott, Martin, p. 26.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/pourquoi_la_norvege_avait_le_droit_de_ne_pas_laisser_faire_l_europe_dans_the_guardian_30_novembre_1994-fr-6750b948-e762-4d2c-914e-9260e3e7789e.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Pourquoi la Norvège avait le droit de ne pas laisser faire l'Europe

Martin Woollacott

Un pays aussi petit que la Norvège n'a que peu de chances d'apparaître sur la scène mondiale. Pour le faire, il lui faut presque risquer son existence nationale, comme lorsqu'il a gagné son indépendance sur la Suède en 1905, ou qu'il l'a perdue face à l'Allemagne pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Aujourd'hui, en disant «non» à l'Europe, il s'est assuré l'attention du monde entier pendant un bref instant. Simultanément il a joué, dans les affaires internationales, le rôle de Bourriquet, en donnant, pour notre grand plaisir, un méchant coup de sabot au char européen, sans toutefois le mettre en péril.

En Scandinavie, les Norvégiens sont réputés pour leurs réponses originales. Une histoire typique raconte qu'un jour une fée est apparue à un Suédois, un Finnois et un Norvégien abandonnés sur une île déserte, et leur a accordé un vœu à chacun.

Le Suédois demande à être déposé à Stockholm un jour de printemps et disparaît d'un coup de baguette magique. Le souhait du Finnois est de se retrouver chez lui en Finlande, dans sa maison d'été au bord d'un beau lac. Il est, lui aussi, enlevé comme par enchantement. Puis la fée demande au Norvégien quel est son vœu. «Je me sens si seul», répond-il, «ramenez-moi mes deux amis!» C'est une délicieuse illustration du mélange d'affection et d'agacement avec lequel ses voisins les plus proches regardent la Norvège.

Pour la Norvège, évidemment, se prononcer contre l'Europe n'est pas une plaisanterie. C'est un désastre pour le Parti travailliste au pouvoir et pour le Premier ministre, M^{me} Gro Harlem Brundtland qui, en dépit de ses affirmations contraires, va rencontrer des difficultés pour rester au pouvoir. M^{me} Brundtland est une personnalité dirigeante d'une envergure unique en Norvège; elle est aussi la seule personnalité politique norvégienne de renom international. Le pays s'apercevra qu'il est difficile, sinon impossible, de la remplacer si elle part. C'est la deuxième fois en une génération qu'un gouvernement travailliste tente de faire entrer la Norvège en Europe, et se casse le nez.

Le vote de 1972 contre l'adhésion a fait tomber le gouvernement. On ne voit pas bien comment un parti travailliste historiquement engagé en faveur de l'intégration européenne puisse se restructurer après une deuxième défaite. La faible opposition du pays, dont la principale composante est le Parti du centre – à peine plus qu'un groupe de pression paysan – n'est pas une alternative attirante et puis, de toute façon, les Norvégiens ont voté «non» à l'Europe, mais pas au Parti travailliste, que la majorité des électeurs considèrent comme étant, par nature, le parti dirigeant.

La Norvège s'est vraiment retrouvée dans une situation inextricable depuis que la décision précipitée (au cœur d'une crise monétaire) de la Suède de choisir l'adhésion à part entière ne lui a laissé d'autre choix, tout comme à la Finlande, que de poser aussi sa candidature. Si l'opinion publique suédoise a été bouleversée par cette décision, l'opinion publique norvégienne y était moins préparée encore. Il n'y avait dès lors que deux issues possibles – un «oui» étriqué, ou un «non» étriqué – également capables de polariser la nation, tant avant qu'après le référendum.

La seule consolation est que la prospérité de la Norvège limitera les éventuelles conséquences commerciales ou économiques. Cela signifie aussi qu'une nouvelle demande d'adhésion serait examinée favorablement, sans délai, même, par Bruxelles. Pourtant, du fait que l'hypothèse européenne demeurera, la Norvège vivra sans aucun doute une nouvelle et longue période de douloureux débats sur sa place en Europe: reviendra-t-elle à Bruxelles une fois encore, ou tentera-t-elle de trouver un statut du genre suisse, à la périphérie de l'Europe?

À nous tous, la décision norvégienne aussi bien que le vote danois sur Maastricht doivent rappeler que l'on ne peut ni ne doit faire fi de l'opinion des populations en Europe – elles ont leurs désirs et leurs sentiments, auxquels Bruxelles n'accorde pas l'attention nécessaire. Plus encore: il existe, dans chaque pays de notre péninsule bigarrée, un électorat qui n'est en aucune manière radicalement anti-européen, mais qui défend

des valeurs et s'accroche à des vertus auxquelles nous devrions tous souscrire, ou que nous devrions, à tout le moins, respecter. Un mélange complexe de calcul, d'intérêt personnel, d'idéalisme et d'aveuglement a caractérisé aussi bien les partisans du «oui» que ceux du «non» dans les référendums scandinaves sur l'Europe.

Il serait de notre intérêt qu'ailleurs en Europe on reconnaisse plus largement que cette question-là n'est pas simple, qu'elle ne le sera jamais et qu'il n'y a pas non plus de réponse définitive. L'adhésion à l'Europe ne ferme pas et ne doit pas fermer le débat sur les visées sociales et politiques, ni sur la question de savoir si des formes spécifiques d'organisation politique en Europe servent ou non ces visées.

En Suède, la décision inverse n'a été obtenue qu'avec une faible marge, mais un vote dans lequel la grande majorité des gens vivant en dehors des grandes villes a dit «non», tandis que la grande majorité des citoyens a dit «oui», ne peut être considéré comme un triomphe. C'est une décision qui sème la division dans une nation qui était fière de sa solidarité hors du commun. Tous les pays scandinaves sont furieux et troublés de voir l'Europe créer de cette manière des clivages au sein de leurs sociétés.

Mais tous les pays européens devront peut-être apprendre à vivre avec une certaine schizophrénie, générée par la nature de ces problèmes, par le fait qu'il faut les résoudre encore et encore dans un processus sans fin. L'anthropologue norvégien Thomas Hylland Ericsson affirmait avant le référendum que «le groupe qui perdra la bataille politique gagnera la bataille identitaire. Si nous entrons dans l'Europe, nous connaissons la nostalgie du passé, du temps où nous étions seuls, et un renouveau du nationalisme. Si nous restons en dehors, nous ressentirons une grande soif d'Europe et nous aurons le sentiment d'être exclus». Ce qui est vrai pour la Norvège l'est certainement aussi pour le reste de la Scandinavie et, à vrai dire, pour le reste de l'Europe.

Un «non» suédois aurait porté un grave coup à l'Europe. Le «non» norvégien est un problème bien moindre, mais c'est tout de même un avertissement. Une autre leçon que nous devrions tirer du «non» norvégien, c'est qu'il y a une grande différence en Europe entre les pays qui furent un jour de grandes puissances et qui sont encore des puissances moyennes, et ceux qui n'ont jamais pu se prévaloir de l'un ou de l'autre de ces rangs.

Les pays qui ont goûté au piment du pouvoir sacrifieront beaucoup pour le conserver ou le restaurer, y compris même sous une forme collective. Ceux qui, comme la Norvège, n'ont pratiquement toujours été qu'un pion sur l'échiquier du pouvoir, voient les choses autrement. «La meilleure politique étrangère est de ne pas avoir de politique étrangère» a dit le chef de file indépendantiste et dramaturge norvégien Bjoernstjerne Bjoernson, exprimant ainsi cette aversion envers les machinations des grandes puissances qui, dans un mélange d'authenticité et d'aveuglement, affecte toujours les décisions norvégiennes. Il ne sera peut-être plus possible à la Norvège de ne pas avoir de politique étrangère, pour autant que cela ait jamais été le cas. Mais il est encore possible de dire «non», un «non» peu clair et inopportun pour la Norvège aussi bien que pour l'Europe, mais qui a le mérite de rappeler à l'Europe qu'elle n'agira pas toujours ni partout à sa guise.